



Discours de SM le Roi adressé à la nation à l'occasion du 39ème anniversaire de la Marche Verte

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste, a adressé, jeudi 06/11/2014, un discours à la nation à l'occasion du 39ème anniversaire de la glorieuse Marche Verte.

Ci-après le texte intégral du Discours Royal :
"Louange à Dieu,
Paix et salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses Compagnons.
Cher peuple,
Nous commémorons aujourd'hui, avec une immense fierté, le trente- neuvième anniversaire de la Marche Verte.

C'est l'occasion de faire le point sur l'évolution qu'ont connue nos provinces du Sud, et les défaillances ayant entravé leur marche, ainsi que les défis, internes et externes, auxquels elles sont confrontées.

Ces régions qui sont si chères à Notre cœur ont connu, depuis leur

récupération, de nombreuses réalisations dans les domaines les plus variés. Cependant, les chantiers que nous allons engager, avec l'aide de Dieu, l'année prochaine, devraient être déterminants pour l'avenir de la région, car il s'agit de la mise en œuvre de la régionalisation avancée et du modèle de développement de nos Provinces du Sud.

Mais la régionalisation à laquelle nous aspirons ne se réduit pas à des textes juridiques et au transfert, du centre vers les régions, des ressources matérielles et humaines. Nous voulons plutôt qu'elle soit fondée sur le patriotisme sincère impliquant un attachement sans faille à l'intégrité territoriale de notre pays.

Nous voulons des zones et des régions solidaires, complémentaires, qui s'entraident et se soutiennent mutuellement.

Les Marocains, c'est un brassage civilisationnel authentique entre toutes les composantes constitutives de l'identité marocaine. Pour Nous, Ils sont tous égaux, sans distinction entre le « Jebli » et le Rifain, entre le Sahraoui et le Soussi etc...

Par conséquent, les recherches académiques sur les composantes de notre identité sont utiles pour la consolidation de notre unité nationale. Quant au débat fondé sur le sectarisme et tendant à semer la discorde, il est puéril et sans consistance.

Celui qui prétend ne pas appartenir à ce creuset est dans le tort, et quiconque tenterait de démontrer le contraire risquerait de s'y perdre.

La régionalisation que Nous appelons de Nos vœux a donc vocation à valoriser cette richesse et cette diversité humaine et naturelle. Elle est de nature à conforter ce brassage, cette solidarité et cette complémentarité entre les enfants de la Patrie unie et entre toutes ces régions.

Par conséquent, le Maroc uni des régions n'induit aucunement un quelconque sectarisme tribal. Sa diversité ne saurait être un facteur de division et de sécession, laquelle est tout simplement interdite, tant par l'ancienne Constitution du Royaume que par la nouvelle.

Cher peuple,

Il s'est écoulé quarante années de sacrifices, pour recouvrer la terre, libérer l'homme, redonner sa dignité au citoyen marocain au Sahara, gagner son cœur et renforcer son attachement à sa Patrie.

Nous avons une pensée émue et reconnaissante pour tous ceux qui ont donné leur vie à la défense du Sahara. Il y a des mères et des pères, de toutes les régions du Maroc, qui ont perdu leurs enfants au Sahara.

Il y a aussi des veuves qui ont supporté seules les fardeaux de la vie, ainsi que des orphelins qui, pour le Sahara, ont été privés de l'affection paternelle, et des jeunes qui, pour le Sahara, ont perdu leur liberté et vécu en détention pendant de longues années.

Car l'affaire du Sahara n'est pas la cause des sahraouis uniquement. Le Sahara est l'affaire de tous les Marocains. Et, comme je l'ai dit dans un Discours précédent : le Sahara est une question d'existence et non une question de frontières.

Le Maroc restera dans son Sahara, et le Sahara demeurera dans son Maroc jusqu'à la fin des temps.

Outre le don de soi, les Marocains ont consenti d'autres formes de sacrifices matériels et moraux, n'hésitant pas à partager leurs

ressources avec leurs frères du Sud.

Chacun sait dans quel état se trouvait le Sahara avant 1975. A ceux qui ignorent ou feignent d'ignorer la vérité, je livre ces quelques données :

Depuis la récupération de notre Sahara, pour chaque dirham des recettes de la région, le Maroc investit 7 dirhams dans son Sahara, dans le cadre de la solidarité entre ses régions et entre les enfants de la Patrie unie.

Quant aux indicateurs de développement humain dans la région, ils étaient, en 1975, inférieurs de 6 % par rapport aux régions du Nord du Maroc, et de 51 % par rapport à la moyenne nationale en Espagne.

Aujourd'hui, ces indicateurs dans les Provinces du Sud dépassent de loin la moyenne des autres régions du Royaume. Voilà pourquoi je dis, et en toute responsabilité : assez de mystification sur une prétendue exploitation par le Maroc des richesses de la région !

Il est un fait que ce que produit le Sahara ne suffit pas à satisfaire les besoins de base de ses populations. Et je le dis en toute franchise : les Marocains ont supporté les coûts de développement des Provinces du Sud. Ils ont donné de leurs poches, et prélevé sur les moyens de subsistance de leurs enfants, pour que leurs frères du Sud puissent vivre dignement.

Chacun sait également que le Maroc tient à ce que les habitants de la région puissent se prévaloir de ses richesses, dans le respect de l'égalité des chances et de la justice sociale.

Certes, le mode de gestion au Sahara a connu des dysfonctionnements qui en ont fait au fil des ans un terrain propice à l'économie de rente et des privilèges indus.

Cet état de fait a conduit au mécontentement de certains, et suscité un sentiment croissant d'injustice et d'exclusion parmi certaines catégories de citoyens. Nous savons très bien qu'il y a ceux qui servent la Patrie avec dévouement et sincérité, et ceux qui, en revanche, veulent mettre la Patrie au service de leurs intérêts. Ceux-là ont fait de l'extorsion une doctrine immuable. Ils ont érigé la rente et les privilèges en droits imprescriptibles, faisant de la cause nationale un fonds de commerce instrumentalisé au service de leurs intérêts propres.

Nous savons également que certains mettent un pied dans la Patrie tant qu'ils profitent de ses richesses, et l'autre pied chez ses ennemis, s'ils n'en ont pas tiré parti.

Ici je dis : Assez de la politique de rente et de privilèges ! Assez de la mercantilisation de la patrie !

Pour autant, il ne faut pas dramatiser non plus. Car ces opportunistes restent malgré tout une minorité, qui n'a pas sa place parmi les Marocains, pas plus qu'elle n'a d'impact sur l'attachement des sahraouis à leur Patrie.

Pour cette raison, et par souci d'équité à l'égard des fils du Sahara et de la majorité silencieuse qui croit, elle, à l'unité de la Patrie, Nous avons appelé à une révision radicale du mode de gouvernance dans nos Provinces du Sud. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit Notre décision de mettre en œuvre la régionalisation avancée et le modèle de développement de nos Provinces du Sud.

Nous entendons ainsi opérer une rupture avec le mode de gouvernance précédant, et permettre aux fils de la région de participer à la gestion de leurs affaires locales, dans un cadre de transparence, de responsabilité et d'égalité des chances.

Dans cette perspective, Nous appelons à l'ouverture d'un dialogue national franc et d'un débat responsable et sérieux sur les différentes idées et conceptions envisageables, en vue d'élaborer des réponses claires à toutes les questions et les préoccupations des populations de la région, et ce, dans le cadre de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays.

Nous engageons également le secteur privé à s'impliquer davantage dans le développement des provinces du Sud.

Cher peuple,

Notre attachement à la création des conditions d'une vie digne pour nos citoyens, n'a d'égal que Notre volonté de garantir l'ordre public et la sécurité des citoyens dans le cadre de l'Etat de droit.

C'est pourquoi le Maroc refuse tous les agissements visant à porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité. Il entend s'y opposer en toute responsabilité et avec toute la fermeté requise, dans le cadre de la loi et sous l'autorité de la justice.

Depuis quand l'intimidation des citoyens et la dégradation des biens qu'ils ont acquis par leur labeur et à la sueur de leurs fronts, figurentelles parmi les droits de l'Homme ?

Depuis quand les troubles à l'ordre public et la destruction des biens

publics relèvent-ils de l'exercice des droits et des libertés ?

En effet, Nous avions déjà exprimé, dans le Discours de la Marche Verte de 2009, Notre refus catégorique de ces agissements et avons alerté que « ou on est patriote ou on est traitre », et qu'« il n'y a pas de juste milieu entre le patriotisme et la trahison ».

Par ailleurs, il n'y a pas de degrés en patriotisme ou en trahison. Car, soit on est patriote, soit on est traitre.

Il est vrai que la Patrie est clémente et miséricordieuse, et elle le restera, mais une seule fois et pour celui qui se repent et revient à la raison. Quant à celui qui persiste à trahir la Patrie, toutes les législations nationales et internationales considèrent que l'intelligence avec l'ennemi relève de la haute trahison.

Nous savons que l'erreur est humaine, mais la trahison est impardonnable. Et le Maroc ne sera jamais une fabrique pour les « martyrs de la trahison ».

Les vrais martyrs, ce sont ceux qui ont donné leur vie pour la liberté et l'indépendance de la Patrie, et ceux qui ont consenti au martyr pour en défendre la souveraineté et l'intégrité.

C'est pourquoi Je dis : Halte aux surenchères sur le Maroc, et halte à l'instrumentalisation de l'espace des droits et des libertés garantis par le pays pour comploter contre lui.

Le Maroc dispose de ses instruments et de ses institutions propres, dont le sérieux et la crédibilité sont reconnus internationalement, pour prendre à bras le corps toutes les questions liées aux droits de l'Homme.

De plus, le Maroc est le seul pays de la région qui collabore avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

Il est également disposé à s'ouvrir davantage sur les différentes instances et les divers organismes internationaux des droits de l'Homme, qui font preuve d'impartialité et d'objectivité dans le traitement des questions le concernant.

Le Maroc refuse la politique de minimisation de ses initiatives et de dramatisation des événements qui se produisent dans les Provinces du Sud, en échange du silence et de la compromission par rapport à ce qui se passe à Tindouf et dans les pays voisins.

Cher peuple,

Lorsque le Maroc a ouvert la porte à la négociation pour trouver une solution définitive au conflit artificiel suscité autour de son Sahara, ce choix ne portait et ne portera en aucune manière sur sa souveraineté et son intégrité territoriale.

J'ai déjà négocié avec certains Marocains de Tindouf, à l'époque où J'étais Prince Héritier. Je n'ai aucun problème avec cela car Je négociais avec des citoyens marocains, et parce qu'il était question de défendre les droits du Maroc.

Le Maroc n'a aucun complexe pour négocier avec qui que ce soit, aussi bien directement que par le biais de la médiation onusienne. Mais là, il faut insister sur le fait que la souveraineté du Maroc sur l'ensemble de son territoire est immuable, inaliénable et non négociable.

Aussi, le choix fait par le Maroc de coopérer avec toutes les parties, en toute sincérité et bonne foi, ne doit pas être interprété comme une faiblesse ou servir de prétexte pour réclamer plus de concessions.

L'Initiative d'autonomie est le maximum que le Maroc puisse offrir dans le cadre de la négociation pour trouver une solution définitive à ce conflit régional.

En Ma qualité de Garant de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays, Mon devoir est de définir les concepts et les responsabilités dans le traitement des questions avec les Nations Unies. Il M'incombe aussi d'exprimer le rejet par le Maroc des mystifications et des dérapages que connait cette affaire.

En réaffirmation de la position du Maroc à ce sujet, Je dis :

- Non à la tentative visant à modifier la nature de ce conflit régional en le présentant comme une affaire de décolonisation. En effet, le Maroc dans son Sahara, n'a jamais été une puissance d'occupation ou une puissance administrante. Il exerce plutôt les attributs de sa souveraineté sur sa terre;
- Non à toute tentative de révision des principes et paramètres de négociation, ainsi qu'à toute autre tentative visant à reconsidérer ou élargir le mandat de la Minurso, y compris la question d'observation des droits de l'Homme ;
- Non à la complaisance vis-à-vis de la véritable partie à ce conflit et

à son exonération de ses responsabilités;

• Non à la tentative de mettre sur un même pied un Etat-membre au sein des Nations Unies et un mouvement séparatiste, et non à la légitimation de l'état de non-droit qui prévaut à Tindouf;

En effet, la souveraineté du Maroc ne peut être l'otage de conceptions idéologiques et d'orientations stéréotypées de certains fonctionnaires internationaux. Et tout dérapage ou toute mystification hypothèquera l'action menée par les Nations Unies dans cette affaire.

En revanche, le Maroc est disposé à collaborer avec toutes les parties pour rechercher une solution qui respecte sa souveraineté, qui permette à chacun de garder l'honneur sauf, et qui contribue à consolider la sécurité et la stabilité dans la région et à réaliser l'intégration maghrébine.

A cet égard, Nous exprimons Notre estime au Secrétaire général des Nations Unies et aux grandes puissances internationales, notamment les Etats-Unis d'Amérique, avec, au premier chef, la Maison Blanche, pour leur contribution positive, pendant les différentes étapes, à la recherche d'une solution à cette question.

Si Nous saluons leur soutien aux efforts déployés par le Maroc et au processus de négociation sur la base de l'Initiative d'autonomie, Nous n'en exigeons pas moins aujourd'hui une position claire sur ce conflit.

Alors qu'ils réaffirment que le Maroc est un modèle en matière de progrès démocratique, un pays actif dans l'action menée pour garantir la sécurité et la stabilité dans la région et un partenaire dans la lutte anti-terroriste, ils abordent avec une certaine ambiguïté la cause de l'intégrité territoriale de notre pays. Faute de faire assumer sa responsabilité à l'Algérie en tant que principale partie dans ce conflit, il n'y aura pas de solution. Et faute d'une perception responsable de la situation sécuritaire tendue qui sévit dans la région, il n'y aura pas de stabilité.

Pour autant, cela n'implique pas de nuire à l'Algérie, à sa direction ou à son peuple, auquel Nous portons la plus haute estime et le plus grand respect. Nos mots sont pesés et leur sens est clair. Mais, Nous parlons de la réalité et de la vérité que tout le monde connaît.

Cette vérité, chaque fois que les Marocains l'évoquent, le gouvernement, les partis et la presse marocains sont systématiquement accusés de s'attaquer à l'Algérie.

Si le Maroc n'a ni pétrole, ni gaz, alors que l'autre partie possède un « billet vert » dont elle croit qu'il lui ouvre les portes, au mépris du droit et de la légalité, nous avons, en revanche, nos principes et la justesse de notre cause. Mieux encore, nous avons l'affection des Marocains et leur attachement à leur Patrie.

Il se leurre celui qui croit que la gestion de l'affaire du Sahara se fera au moyen de rapports techniques orientés ou de recommandations ambiguës s'appuyant sur la tentative de concilier les revendications de toutes les parties.

Il se méprend aussi celui qui tente une comparaison entre le Sahara d'une part, et le Timor oriental ou certains litiges territoriaux en Europe de l'Est, d'autre part. Car chaque affaire a ses spécificités. Le lien entre la population du Sahara et le Maroc ne date pas d'hier, mais il plonge ses racines dans l'Histoire la plus lointaine.

Cher peuple,

Nous croyons profondément dans la justesse de notre cause et le triomphe du droit et de la légitimité sur les velléités du séparatisme.

C'est avec la plus grande espérance et beaucoup d'optimisme que Nous aspirons à voir les enfants du Sahara réunis dans leur Patrie. Nous sommes persuadé de leur adhésion à de nouvelles marches dédiées au développement et à la création des conditions d'une vie libre et digne, au profit de tous les citoyens, où qu'ils se trouvent.

C'est le meilleur gage de fidélité à la mémoire de l'artisan de la Marche verte, Notre Illustre Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait son âme, et au souvenir des valeureux martyrs de la Patrie.

Par ailleurs, Nous rendons hommage à Nos Forces Armées Royales, dans toutes leurs composantes, et aux forces de sécurité pour leur mobilisation constante afin de préserver la sécurité et la stabilité et défendre l'intégrité de la Patrie.

Wassalamou Alaikoum Warahmatoullahi Wabarakatouh."